



COMMENT CONSTRUIRE, ANIMER, MOBILISER UN RÉSEAU DE PARTENAIRES ?

Actualisation : décembre 2017

PRÉAMBULE

NB : le terme "partenaire" englobe les membres du CDAD (membres de droit et membres associés) ainsi que les acteurs partenaires, relais ou contributeurs des actions menées par le CDAD.

La politique d'accès au droit sur le département est par essence partenariale.

Le conseil départemental de l'accès au droit (CDAD) constitue, anime et coordonne **un réseau de partenaires de l'accès au droit.**

Le réseau des membres et partenaires doit permettre au CDAD de :

- Connaître finement la situation sociale du territoire et les besoins en matière d'accès au droit, en mobilisant les compétences et expertises de chacun des partenaires,
- Définir une politique départementale d'accès au droit concertée et portée par les acteurs,
- Optimiser la mobilisation des moyens humains financiers et matériels alloués à l'accès au droit,
- Développer une offre de services d'accès au droit et un maillage territorial adaptés aux besoins du territoire,
- Apporter une réponse adaptée aux besoins du public en situation d'exclusion, en "allant au plus près" de cette population,
- Faire connaître le CDAD et l'offre d'accès au droit sur le département.

Le service de l'accès au droit et à la justice et de l'aide aux victimes a mis en évidence la nécessité pour les CDAD de **renforcer leur rôle dans l'animation et la coordination partenariale** tout en poursuivant le développement de leur réseau de partenaires.

Il a aussi montré la nécessité de renforcer la légitimité des CDAD dans leur rôle de coordination de la politique d'accès au droit départementale.

LES QUESTIONS À SE POSER

- *Comment identifier les partenaires pertinents ?*
- *Comment animer le réseau des partenaires ?*
- *Comment créer les conditions de mobilisation et de coopération entre partenaires ?*
- *Comment pérenniser les partenariats dans le temps ?*
- *Comment évaluer les partenariats ?*

CONSTRUIRE UN RÉSEAU DE PARTENAIRES

Identifier et connaître ses partenaires

Au-delà des membres de droit, la constitution du réseau des partenaires du CDAD doit s'appuyer sur une bonne connaissance des acteurs du territoire pouvant intervenir de manière directe ou indirecte dans l'accès au droit.

Il est important que le secrétaire général (SG) / coordonnateur du CDAD aille à la rencontre des acteurs du territoire pour faire connaître le CDAD et identifier les partenaires pertinents nécessaires pour construire et mettre en œuvre la politique départementale d'accès au droit.

C'est au regard des problématiques spécifiques d'accès au droit du territoire, des orientations définies par le CDAD, des objectifs, des publics et des territoires prioritaires visés, que les partenaires clés devront être identifiés.

Les principaux partenaires pour le CDAD

Les services déconcentrés de l'État	Les collectivités
Les professionnels du droit	Les associations à compétence juridique
Les acteurs recevant du public	Les spécialistes des modes amiables de règlement des différends

Les partenaires peuvent être :

- ✓ **Des partenaires financeurs** : ils contribuent financièrement ou par la mise à disposition de moyens à titre gracieux.
- ✓ **Des partenaires opérationnels** : ils assurent les permanences juridiques et / ou mettent en œuvre des actions ou projets spécifiques.

Quelques autres partenaires sont possibles.



Les services déconcentrés de l'État

Ils soutiennent l'action du CDAD par des financements (subventions) et / ou par leur contribution au développement de projets portés par le CDAD. Parmi les services de l'État, pourront notamment être mobilisés :

- La préfecture, membre de droit,
- La direction des services départementaux de l'éducation nationale (DSDEN),
- La direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCSPP),
- La direction départementale de la protection judiciaire de la jeunesse (DDPJJ),
- Les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP), etc.



Les collectivités

Les collectivités sont des partenaires essentiels pour le CDAD compte tenu des compétences qu'elles exercent dans la définition et la mise en œuvre des politiques publiques territoriales.

L'accès au droit s'inscrit de manière naturelle dans les politiques territoriales telles que les politiques d'action sociale (enfance, handicap, personnes âgées, etc.) portées par les départements, la politique de la ville portée par l'État et les communes ou par les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), etc.

Les collectivités peuvent soutenir l'action du CDAD par des financements (subventions), par la mise à disposition de locaux ou moyens humains et / ou par leur contribution au développement de projets.

- **Le conseil départemental est membre de droit.** Son implication dans les instances du CDAD et dans les actions qu'il mène est essentielle en raison de ses compétences en matière d'action sociale mais aussi dans la définition, avec la préfecture, du schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services publics (maisons de services au public - MSAP),
- **L'association départementale des maires est membre de droit.** Sa participation effective aux instances du CDAD doit permettre de disposer d'un relai efficace auprès des communes du territoire,
- **Les communautés d'agglomération ou de communes,** aujourd'hui impliquées dans la mise en œuvre des MSAP, et de la politique de la ville,
- **Les communes,** très investies aussi sur le champ de l'action sociale au niveau local.

Le CDAD doit mobiliser les compétences et expertises des collectivités pour être en prise avec la réalité du territoire et des besoins en matière d'accès au droit (Cf. fiche 3 Diagnostic territorial).

Les collectivités disposent, en raison de leurs champs de compétences, de données et connaissances utiles au CDAD concernant les fragilités sociales et l'exclusion.

A titre d'exemple, les centres communaux d'action sociale (CCAS) ont l'obligation légale de mener une analyse des besoins sociaux pour évaluer les besoins de la population en difficulté : familles, jeunes, personnes âgées, personnes en situation de handicap, etc. Certaines communes réalisent aussi des portraits "sociaux" offrant une analyse des caractéristiques sociales de la population.

Le CDAD est un groupement d'intérêt public. A ce titre, la politique d'accès au droit portée par le CDAD doit être définie et menée en concertation avec les collectivités qui portent les politiques territoriales.

- ✓ La politique d'accès au droit du CDAD doit s'inscrire dans une approche globale du territoire, sur la base d'un diagnostic territorial partagé,
- ✓ La stratégie d'action du CDAD doit s'inscrire dans les politiques territoriales des collectivités (politique de la ville, politique de cohésion sociale, politique d'action sociale, etc.) afin de garantir la cohérence de l'action publique territoriale.

Faire prendre conscience aux collectivités que le CDAD sert la politique dont elles ont la compétence est une condition de réussite de leur implication en tant que partenaire.



Les professionnels du droit

Certaines professions judiciaires ou juridiques réglementées sont membres de droit du CDAD.

- Le (ou l'un des) barreau(x) du département,
- La chambre départementale des notaires.
- La chambre départementale des huissiers de justice,

Les professionnels du droit assurent pour le CDAD des permanences juridiques gratuites pour l'utilisateur (rétribuées par le CDAD ou assurées au titre d'une contribution en nature au CDAD), selon des modalités définies par convention avec le CDAD. Des bons de consultations gratuites peuvent également être délivrés au public.

Afin d'informer et d'orienter au mieux le public, le CDAD doit disposer :

- **D'une liste des professionnels du droit sur le département**, en distinguant les professionnels généralistes et ceux spécialisés sur un domaine du droit.
- **D'une vision de l'ensemble des actions d'accès au droit organisées par les professionnels du droit** afin d'apporter une information complète aux publics (Cf. fiche 3 Diagnostic territorial). Exemples : consultations gratuites proposées par le barreau à la maison des avocats, actions menées par la chambre des notaires telles que "Conseil du Coin", rencontres dans les cafés, etc.



Les associations à compétence juridique

Les associations à compétence juridique disposent de salariés ou bénévoles avocats ou juristes. Elles sont généralistes et / ou spécialisées sur un domaine du droit et/ou un type de public. Tout ou partie de leur activité est dédiée à l'aide à l'accès au droit.

Certaines de ces associations disposent de lieux où elles accueillent le public et qui constituent, par définition, des lieux d'accès au droit.

Les associations juridiques peuvent par ailleurs assurer pour le compte du CDAD des permanences juridiques dans les points d'accès au droit (PAD) ou chez des partenaires, selon des modalités définies par convention avec le CDAD.

Le centre national d'information sur les droits des femmes et des familles (CNIDFF) et le réseau national d'accès au droit et à la médiation (RENADEM) sont des exemples d'associations à envergure nationale. D'autres ont une présence régionale, départementale ou locale.

Le CDAD doit veiller à la qualité du service rendu en matière d'accès au droit dans le cadre de son action. Il est par conséquent nécessaire que le CDAD vérifie la formation initiale ou continue des personnels des associations qui réalisent des consultations juridiques. Leur périmètre d'intervention est clairement défini dans la convention conclue avec le CDAD.



Les acteurs recevant du public

Le développement de relations partenariales avec les acteurs sociaux répond à deux finalités principales :

- Organiser – lorsque cela est possible – des permanences juridiques dans les structures qui accueillent ou hébergent des personnes fragiles ou en situation de précarité ou d'exclusion,
- Sensibiliser ces acteurs sur l'accès au droit et les informer des actions menées pour qu'ils sachent orienter les personnes qu'ils accueillent ou hébergent.

3 types de structures recevant du public

Structures d'accueil et d'accompagnement des personnes en situation de fragilité ou d'exclusion

Structures hébergeant des personnes en situation de fragilité ou d'exclusion

Structures exerçant des missions de service public

Structures d'accueil et d'accompagnement des personnes en situation de fragilité ou d'exclusion

Pour répondre aux besoins des personnes en situation de fragilité ou d'exclusion, la création de permanences juridiques dans les structures accueillant ces publics est nécessaire :

Les associations

Exemples d'associations à envergure nationale : les Restos du Cœur, le Secours Catholique, le Secours populaire français, Emmaüs, SOS Victimes, la Fondation Abbé Pierre, l'association ATD Quart Monde, la Croix Rouge, la CIMADE, le RENADEM, Médecins du Monde, le COMEDE.

Les structures publiques intervenant sur le champ social

Les CCAS, les maisons départementales de la solidarité, les centres départementaux ou communaux d'action sociale, les centres de demandeurs d'asile, etc.

Zoom sur la Fédération des acteurs de la solidarité (ex FNARS)



La fédération regroupe 870 associations de solidarité et organismes qui vont vers et accueillent les plus démunis, et gèrent plus de 2800 structures dont 800 centres d'hébergement et de réinsertion sociale.

Réseau généraliste de lutte contre les exclusions, la fédération ouvre des espaces d'échanges entre tous les acteurs du secteur social et défend la participation des personnes en situation d'exclusion à la réflexion sur les politiques publiques qui les concernent.

La fédération compte 22 associations régionales. Elle anime, outille et conseille les associations adhérentes.

Il appartient au SG / coordonnateur du CDAD de repérer les acteurs intervenant sur le champ social et de se faire connaître pour nouer les partenariats utiles.

Structures hébergeant des personnes en situation de fragilité ou d'exclusion

Plusieurs types de structures :

- **Les structures pénitentiaires** : maisons d'arrêt, centres de détention, centres de semi-liberté, centres pénitentiaires, établissements pour mineurs.
- **Les établissements médicaux et sanitaires** : hôpitaux, cliniques, centres d'addictologie, centres spécialisés, etc.
- **Les établissements pour personnes âgées** : maisons de retraite, établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD), etc.
- **Les structures de logement social et / ou de logement accompagné** : foyers de travailleurs migrants, résidences sociales. Sur ce champ, deux acteurs peuvent être utiles au CDAD pour analyser la situation du territoire et les besoins :
 - L'Union professionnelle du logement accompagné (UNAFO),
 - L'Union sociale de l'habitat (USH).

Zoom sur les foyers de travailleurs migrants et les résidences sociales

Les foyers de travailleurs migrants (FTM) constituent un mode de logement collectif créé dans les années soixante pour accueillir les travailleurs migrants. Les résidences sociales (RS) ont, quant à elles, pour objet d'offrir une solution de logement meublé temporaire à des ménages ayant des revenus limités ou rencontrant des difficultés d'accès au logement ordinaire. Tous les FTM ont vocation à être transformés en RS.

Les résidents des FTM et RS peuvent être confrontés à des difficultés multiples (isolement, vieillissement, précarité, faible maîtrise de la langue française, difficultés d'accès ou non recours aux dispositifs d'accès aux droits et aux soins). Certains acteurs dont la caisse nationale de l'assurance vieillesse (CNAV) et la caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) organisent des actions en faveur de ce public.

La charte nationale de l'accès au droit

A l'initiative du SADJAV et du bureau de l'accès au droit, **le ministère de la justice a signé, avec 7 associations spécialisées dans le domaine de l'exclusion, une charte nationale** qui fixe "les valeurs, les objectifs communs, les principes fondamentaux, les modalités de mise en œuvre" permettant l'accès au droit et l'accompagnement du public en situation d'exclusion.

Les associations signataires de la charte :



DROITS D'URGENCE



Les CDAD peuvent se saisir de cette charte pour mobiliser les représentants territoriaux de ces acteurs et développer l'accès au droit des personnes les plus démunies.

Nota : bien que non signataire de la charte, le Secours populaire français est aussi fortement mobilisé sur l'accès au droit et a signé des conventions de partenariat avec plusieurs CDAD.

Structures exerçant des missions de service public

Toute structure exerçant une mission de service public en particulier sur les champs de l'insertion, de la protection sociale ou auprès de publics spécifiques (jeunes, personnes âgées) constitue par nature un point d'ancrage de l'accès au droit :

- Les MSAP,
- Les agences Pôle emploi, missions locales, maisons de l'emploi, Cap emploi, etc.
- Les centres locaux d'information et de coordination pour les personnes âgées et leur entourage (CLIC),
- Mais aussi les mairies, les bibliothèques municipales, etc.

Pour le public jeune :

- Les écoles, collèges / lycées, universités,
- Les centres éducatifs et culturels,
- Les centres d'information et de documentation jeunesse (CIDJ), le réseau des points information jeunesse (PIJ).

Zoom sur les maisons de services au public (plus de 1100 MSAP sur le territoire)



Les MSAP délivrent, dans un même lieu, une offre de proximité pour tous les publics. L'utilisateur est accueilli par un agent et peut obtenir des informations et effectuer des démarches relevant de plusieurs administrations ou organismes publics. Les sept opérateurs nationaux partenaires : **CNAM, Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF), CNAV, Mutualité sociale agricole (MSA), Pôle emploi, La Poste, Gaz Réseau Distribution France (GRDF).**

Les MSAP sont portées par les collectivités et leurs groupements (communautés d'agglomération ou de communes).

Elles s'inscrivent dans un schéma territorial d'amélioration de l'accès aux services publics défini par la préfecture et le département.

Les MSAP présentent plusieurs avantages :

- ✓ Elles assurent un maillage du territoire,
- ✓ Elles offrent un point d'accès unique à un large éventail de services publics,
- ✓ Elles permettent un accès à distance à certains services,
- ✓ Elles permettent d'inscrire clairement l'accès au droit dans le champ des services publics et dans les schémas territoriaux d'accès aux services publics portés par les collectivités et l'État.

Trois types d'opportunités pour le CDAD :

- ✓ S'appuyer sur les MSAP comme relais d'information sur les lieux d'accès au droit,
- ✓ Créer des permanences juridiques au sein des MSAP,
- ✓ Permettre des consultations juridiques à distance, en visio-conférence, à partir des locaux de la MSAP.



Les spécialistes des modes amiables de règlement des différends (MARD)

L'article 55 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique, modifiée par la loi n° 98-1163 du 18 décembre 1998 relative à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits et par la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de la modernisation de la justice du XXI^e siècle prévoit que le CDAD participe à la politique locale de résolution amiable des différends : "le CDAD est constitué de représentants (...) d'une ou de plusieurs associations œuvrant dans le domaine de (...) la conciliation ou de la médiation, désignée conjointement par le président du tribunal de grande instance du chef-lieu du département, par le procureur de la République près ce tribunal et par les membres mentionnés aux 2° à 8°, sur la proposition du représentant de l'État dans le département".

Dans ce cadre, **l'action du CDAD doit s'inscrire dans une démarche de promotion des MARD** en informant et orientant le public vers :

- Le(s) Délégué(s) du Défenseur des Droits,
- Les conciliateurs de justice,
- Les médiateurs.

Les médiateurs exercent dans des associations ou de manière indépendante.

Les permanences des professionnels des MARD organisées par le CDAD sont limitées

à la délivrance d'une information gratuite. L'accompagnement des personnes qui peut s'en suivre s'exerce en dehors du champ du CDAD.

L'article 22-1 A de la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle prévoit qu'"il est établi, pour l'information des juges, une liste des médiateurs dressée par chaque cour d'appel".

Pour aller plus loin :



Fédération nationale de la médiation et des espaces familiaux (Fenamef) - fédère plus de 500 lieux d'intervention en France :

<http://www.fenamef.asso.fr>

Association pour la médiation familiale :

<https://www.apmf.fr>

Association nationale des médiateurs :

<http://www.anm-mediation.com>

Association Médiation Nomade (pour les publics dans les quartiers difficiles) - sous la forme d'un Camping-car entre 20h et minuit

<http://www.mediationnomade.fr>



Autres partenaires

Le CDAD peut également conclure d'autres partenariats avec :

- Les écrivains publics,
- Les traducteurs en langue étrangère et / ou en langue des signes (pour les personnes parlant peu ou mal le français, pour les personnes sourdes ou malentendantes),

- Les chambres de commerce et d'industrie,
- Les professionnels du chiffre (experts comptables, etc.),
- D'autres associations : par exemple, UFC-Que choisir, l'agence départementale pour l'information sur le logement (ADIL), etc. Pour le public en situation de handicap : Droit pluriel, l'association pour adultes et jeunes handicapés (APAJH), etc.

La cartographie des partenaires du CDAD

Cette cartographie est actualisée en continu. Elle peut prendre deux formes :

- ✓ Une carte du département offrant la vision de l'implantation des lieux d'accès au droit dans lesquels les partenaires exercent des permanences.
- ✓ Une base de données des partenaires : elle recense *a minima* pour chaque partenaire le nom de la structure, son champ d'activité (accès au droit, médiation, action sociale, etc.), son territoire d'intervention, les compétences disponibles (juriste, médiateur, etc.) ainsi que l'interlocuteur référent du CDAD (nom / coordonnées). Cette base de données peut également intégrer des éléments de suivi des conventions (objet, date de signature de la convention, durée, etc.) et des éléments plus précis de connaissance des partenaires.

Construire et formaliser un partenariat

Construire un partenariat, c'est **mettre en évidence la communauté d'intérêt des partenaires** et aboutir sur un consensus, un accord notamment en termes d'objectifs et de rôles de chacun des partenaires.

Pour convaincre un acteur de devenir partenaire, le CDAD doit être porteur de la politique d'accès au droit départementale et d'une vision claire des partenariats nécessaires :

- En quoi le partenariat contribue au développement de l'accès au droit au service des publics,
- En quoi le partenariat contribue aux missions et finalités des deux partenaires.

Deux logiques de conventionnement peuvent être envisagées :

- **Des conventions bilatérales (entre le CDAD et un partenaire).** Pour les partenaires clés du CDAD, elles peuvent être définies à l'échelle du département, fixer les principes et le cadre d'action communs en cohérence avec la politique départementale d'accès au droit, et être déclinées annuellement en termes d'actions et de moyens.
- **Des conventions multi-partenariales, territoriales ou dans une logique de projet** associant plusieurs acteurs sur un même objet.

La convention de partenariat

Tout partenariat doit être formalisé dans une convention de partenariat. Cela permet de sécuriser les relations entre les partenaires et oblige à évaluer les résultats du partenariat.

Dans ce document, doivent impérativement figurer :

- ✓ Les objectifs du partenariat,
- ✓ Les modalités d'action et de collaboration (actions, moyens, ressources mises à disposition, etc.),
- ✓ Les obligations des partenaires (responsabilités et engagements),
- ✓ Les modalités de suivi et d'évaluation du partenariat,
- ✓ La durée de la convention et les modalités de prolongation,
- ✓ Une clause de résiliation (expliquant comment le partenariat peut prendre fin).

Cela suppose que tous ces points aient été discutés et validés en amont.

ANIMER LE RÉSEAU DES PARTENAIRES

Le CDAD a pour rôle d'animer son réseau de partenaires. Animer signifie **mobiliser les partenaires, coordonner leurs actions, et créer les conditions d'une coopération et collaboration efficaces**. L'animation du réseau des partenaires doit permettre de :

- Mener une réflexion commune, échanger et débattre entre acteurs,
- Agir en complémentarité,
- Coordonner et articuler les différents dispositifs d'accès au droit sur le département afin d'éviter les doublons / chevauchements et d'assurer un maillage cohérent de l'accès au droit sur l'ensemble du département,
- Co-construire des projets et des actions, innover,
- Mutualiser les moyens, les actions (de communication par exemple).

La coopération entre partenaires doit par ailleurs permettre d'apporter une réponse globale et transversale aux problématiques que peut rencontrer le public, celles-ci ne relevant pas toujours uniquement du droit mais aussi d'autres domaines (social, médical, etc.) pour lesquels des partenaires sont compétents.

Le CDAD doit s'interroger sur les lieux pertinents et les modalités d'échange entre partenaires. Plusieurs points méritent à ce titre d'être étudiés :

- **Le rôle et la composition des instances du CDAD**

Le conseil d'administration et l'assemblée générale du CDAD constituent les **lieux de décision et d'orientation** sur la politique d'accès au droit portée par le CDAD.

La question de la composition des instances doit être étudiée au regard de la politique d'accès au droit définie :

- Quels sont les partenaires pertinents à intégrer en tant que membre associé ou personne qualifiée ?
- Quels sont les partenaires à associer aux instances ?
- Quelles sont, pour chaque partenaire, les fonctions qui doivent être présentes ?

La légitimité du CDAD sur le département repose notamment sur la capacité à mobiliser les partenaires nécessaires, et au sein des instances les représentants des partenaires qui ont, sur le sujet, la compétence et le pouvoir d'engagement de leur structure.

- **L'organisation d'ateliers de réflexion sur l'accès au droit**

Le SG / coordonnateur du CDAD peut organiser des ateliers de réflexion sur l'accès au droit qui associent des partenaires et / ou d'autres acteurs locaux pertinents. Un atelier en comité restreint (~10 participants) constitue le cadre idéal pour approfondir, échanger, débattre sur un thème spécifique.

Il peut s'agir d'ateliers sur des publics, un territoire et/ou une thématique spécifiques d'accès au droit (logement, famille, etc.).

Les ateliers peuvent alimenter et préparer les décisions des instances.

- **La participation du SG / coordonnateur du CDAD aux instances de pilotage ou opérationnelles des politiques territoriales**

La participation du SG / coordonnateur du CDAD aux instances mises en place par les partenaires (État et collectivités notamment) pour le pilotage ou la mise en œuvre des politiques territoriales est un moyen efficace d'intégration des problématiques d'accès au droit dans les politiques d'action sociale et de lutte contre l'exclusion.

Cela permet au CDAD d'être en prise avec la réalité territoriale.

C'est aussi un moyen efficace pour accroître la visibilité du CDAD et asseoir sa légitimité.

Enfin, cela permet également d'éviter au CDAD d'avoir à organiser des réunions spécifiques sur des sujets déjà traités par ailleurs en mobilisant les mêmes acteurs.

Comment rendre une réunion participative ?

- ✓ Accorder des moments d'interaction pour faire connaissance,
- ✓ Travailler à partir des faits, et non de suppositions ou d'interprétations,
- ✓ Partager les expériences, les bonnes pratiques, les difficultés rencontrées,

- ✓ Inviter une personne externe qui peut apporter un "nouveau" regard sur une thématique particulière.

ÉVALUER UN PARTENARIAT

Cf. fiche 7 Suivi et évaluation.

Évaluer un partenariat, c'est évaluer s'il a été efficace dans l'atteinte de ses objectifs, si le CDAD et le(s) partenaire(s) ont retiré les bénéfices attendus pour les publics de leur(s) engagement(s), et si le partenariat tel qu'il a été conçu était le choix le mieux adapté.

Chaque partenariat doit faire l'objet d'un bilan annuel dans le cadre d'une réunion associant le SG / coordonnateur du CDAD et le(s) partenaire(s).

Le bilan pourra conduire le cas échéant à des ajustements du partenariat afin d'en améliorer l'efficacité (redéfinition des rôles, etc.) avec si nécessaire un avenant à la convention

Ce qu'il faut retenir

- La politique d'accès au droit sur le département est **par essence partenariale**.
- Elle doit **s'inscrire dans une approche globale du territoire**, sur la base d'un diagnostic territorial partagé.
- La stratégie d'action du CDAD doit **s'inscrire dans les politiques territoriales des collectivités** (politique de la ville, politique de la cohésion et de l'action sociale, politique de l'insertion).
- Le CDAD a pour rôle d'**animer son réseau de partenaires**.
- Le CDAD a **différents types de partenaires** : services déconcentrés de l'État, collectivités, professionnels du droit, associations à compétence juridique, acteurs recevant du public, professionnels des modes amiables de règlement des différends.
- L'identification des partenaires doit se faire **au regard de la politique départementale d'accès au droit définie**.
- L'implication du conseil départemental en tant que partenaire est **un gage de réussite** de la politique d'accès au droit menée sur le département.
- Pour améliorer l'accès au droit des personnes en situation de fragilité ou d'exclusion, le CDAD doit créer **des partenariats avec les structures d'accueil, d'accompagnement ou d'hébergement de ce public**.
- Le CDAD a tout intérêt à créer des partenariats **avec les Maisons de service au public**.
- Le CDAD doit se saisir de **charte nationale d'accès au droit** pour développer l'accès au droit des personnes les plus démunies.
- Tout partenariat doit être formalisé dans **une convention de partenariat et faire l'objet d'un bilan annuel**.

- Dans le cadre de l'animation de ses partenaires, le CDAD doit s'interroger sur le **rôle et la composition des instances du CDAD** et l'intérêt de **s'intégrer aux instances de pilotage ou opérationnelles des politiques territoriales**.